Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

23 mars 2005
N°292 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

LUCIO GUTIÉRREZ

Équateur : le vrai enjeu politique n'est pas la présidence

Le président Lucio Gutiérrez ne semble pas vouloir quitter le pouvoir malgré les manifestations monstres qui le conspuent. En réalité les dirigeants de l'opposition parlementaire et l'ambassade des États-Unis s'accomoderaient très bien de lui pourvu qu'il leur redonne le contrôle de la Cour suprême et, par ce biais, le choix des politiques économiques. Pour le professeur Diego Mince Jarra, dans tous les cas de figure, c'est le peuple équatorien lui-même qui sera le seul perdant.

page 2

Ne craignez rien de Paul Wolfowitz

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Les nominations de l'unilatéraliste John Bolton comme ambassadeur des États-Unis à l'ONU, et du sous-secrétaire à la Défense, Paul Wolfowitz, à la tête de la Banque mondiale ont suscité les réactions les plus contradictoires selon que l'on partage ou non la volonté de George W. Bush de remodeler les organisations intergouvernementales. L'ancien sous-secrétaire d'État démocrate James P. Rubin soutient ainsi le choix de George W. Bush.

page 10

REPÈRE : 23 MARS 1921

« Les victimes m'importent peu, c'est l'objectif qui compte »

À Milan en Italie, au théâtre Diana, la bonne société locale se presse pour entendre chanter le ténor Patrici. En pleine représentation, le chef de la police Gasti, célèbre pour avoir violemment réprimé la contestation sociale, se lève soudain et quitte la salle. 5 minutes plus tard une bombe explose, faisant de nombreux morts et blessés. L'émotion est forte et quand on apprend que l'attentat est l'œuvre d'un groupe anarchiste qui visait Gasti, la réprobation est unanime, même parmi les syndicats ouvriers. Lors du procès, en mai 1922, il apparaît que le groupe était manipulé par Gasti lui-même, la bombe ayant même été fabriquée par un faux militant, policier de son vrai métier. L'attentat sert de prétexte à une répression généralisée contre les anarchistes. Gasti admettra en 1938, à demi-mot, sa responsabilité dans l'attentat ; mais se justifiera : « *Il s'agissait d'avoir un prétexte pour frapper et imposer notre ordre nouveau, les victimes m'importent peu, c'est l'objectif qui compte* ». ■

LA GÉORGIE ROULE-T-ELLE TOUJOURS POUR L'EMPIRE, OU POUR LES GÉORGIENS ?

Lorsqu'il présidait la Géorgie, Edouard Chevardnadze s'était aliéné ses amis États-uniens en cédant le contrôle de la production électrique nationale à la société russe UES d'Anatoly Chubais. Cet affront avait précipité son renversement, en novembre 2003. Cependant son successeur, Michael Saakashvili, se heurte à la même nécessité de développer son pays en l'intégrant dans l'économie régionale. À son tour, il pourrait s'aliéner les intérêts anglo-saxons qui misent, pour leur part, sur le système de transport d'hydrocarbures Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie (Bakou-Tblissi-Ceyhan pour le pétrole, Bakou-Tblissi-Erzerum pour le gaz). Ironie du sort, c'est à l'occasion d'une privatisation imposée par Washington, qu'il a annoncé la probable cession du système de gazoducs géorgien, datant de l'époque soviétique, au géant russe Gazprom, qui a présenté la meilleure offre. Le conseiller de George W. Bush pour les questions énergétiques de la Caspienne, Steven Mann (photo), l'a pour sa part mis en garde en lui conseillant d'être « *prudent* ». M. Saakashvili doit-il y voir la menace d'une sanction pour croire naïvement au libre-marché ? ■

Lucio Gutiérrez

Équateur : le vrai enjeu politique n'est pas la présidence

Le président Lucio Gutiérrez ne semble pas vouloir quitter le pouvoir malgré les manifestations monstres qui le conspuent. En réalité les dirigeants de l'opposition parlementaire et l'ambassade des États-Unis s'accomoderaient très bien de lui pourvu qu'il leur redonne le contrôle de la Cour suprême et, par ce biais, le choix des politiques économiques. Pour le professeur Diego Mince Jarra, dans tous les cas de figure, c'est le peuple équatorien lui-même qui sera le seul perdant.

Lire cet article en

Español

Alors que 100 000 personnes manifestaient à Guayaquil, le 26 janvier 2005, en scandant « *Dehors Lucio !* », le maire social-chrétien de la ville, Jaime Nebot, commentait : « *C'est seulement un avertissement. Nous ne voulons pas qu'il*

s'en aille, mais seulement qu'il corrige », c'est-à-dire qu'il permette le retour de l'ancienne Cour suprême de Justice contrôlée majoritairement par les deux grands partis de gouvernement.
Quand 100 000 manifestants de plus clamaient à leur tour à Quito, le 16 février, « *Dehors Lucio !* », le maire démocrate de gauche de la ville, Paco Moncayo, tenait les mêmes propos : « *Nous ne voulons pas qu'il s'en aille, mais seulement qu'il corrige* ».
Dans les deux cas, le peuple conspuait le président Lucio Gutiérrez, mais les deux partis de gouvernement n'entendaient que faire pression sur lui pour reprendre le contrôle de la Cour suprême.

Il s'est avéré que les mécanismes de propagande, pour appeler les gens à manifester, et le comportement des édiles municipales, en tant que représentants des partis qui les contrôlent, s'inscrivaient dans le cadre d'une opposition concertée. À Guayas, la manifestation avait pour mot d'ordre de permettre aux sociétés de sécurité privée de participer à la sécurité des citoyens face à la délinquance, et pour que la dite juridiction se voie allouer un budget en conséquence (notamment par la cession inconstitutionnelle de 98 millions de dollars annuels provenant de l'IESS). À Quito, il a été proposé que la marche soit politique contre l'autocrate. Voici donc le panorama de ces manifestations, massivement relayées par toutes les chaînes de télévision.

Notons toutefois que les slogans utilisés pour faire descendre les gens dans la rue sont très différents des discours qui y ont été prononcés. Il convient donc de se demander : Quel est l'habitant de Guayaquil qui accepterait de se rendre à une marche en faveur de l'autonomie et même de l'indépendance de sa ville et de sa province vis-à-vis du reste de l'Équateur ? Et quel pourcentage des participants à la marche de Quito soutiennent « *Que Lucio reste !* » et le fait qu'une nouvelle Cour suprême de Justice soit désignée par une prévisible et détestable « Commission de notables » ? Ce qui nous permet d'affirmer que la propagande diffusée par les chaînes de télévision est une chose (afin d'appeler à manifester), mais que les propositions des partis politiques et des autorités à l'origine de l'appel à manifester sont tout autres.

Il en sera fait de même dans les provinces : les revendications provinciales et locales seront mises en avant, pour que les gens assistent aux manifestations, mais la véritable motivation et l'objectif demeurent d'exiger la restitution du contrôle total de la Cour aux groupes financiers les plus puissants par l'intermédiaire de plusieurs de leurs instruments : les partis politiques, les organismes corporatifs ou les associations d'une prétendue société civile, qui représentent les citoyens, bien que personne ne les ait élus, et dont la seule chose que nous sachions avec certitude est qu'ils reçoivent un financement des États-Unis par le biais de l'USAID.

Pourquoi souhaitent-ils que Lucio Gutiérrez reste en place ?

Quelle explication peut on donner au fait que les partis défenseurs du système qui ont déjà gouverné au cours des dernières décennies aient opté pour le soutien à Gutiérrez, alors que les masses crient à gorges déployées « *Dehors Lucio !* », « *Dehors Lucio !* » ? L'explication est très simple :

I

La majorité des partis politiques conservateurs et favorables au système sont des fervents défenseurs des États-Unis et de leurs alliés de circonstance, car d'après leur expérience et vision des choses, on ne peut gouverner sans leur assentiment. Rappelons que dernièrement, quand Lucio Gutiérrez était sur la corde raide, Otto Reich était venu en tant qu'émissaire de George W Bush. En discutant avec les leaders nationaux (Izquierda Democrática, Partido Socialcristiano, Haut commandement militaire, Chambres de commerce, médias et le président), il a apaisé en un clin d'œil la tumultueuse vie politique équatorienne, puis est rentré à Washington. Son intervention était on ne peut plus claire à l'adresse de ceux qui sont à genoux depuis toujours afin que tout rentre dans l'ordre.

Les États-unis défendent Gutiérrez parce qu'il incarne, entre autres aspects, la participation de l'Équateur au Plan Colombie moyennant finance. C'est la garantie du remboursement scrupuleux de la dette extérieure auprès des créanciers, dans des conditions de soumission totale au FMI et à la Banque mondiale. Il incarne, en outre malgré lui, l'adhésion au Traité de libre commerce. Si parfois ils lui refusent leur soutien, c'est seulement pour garantir la continuité de leur domination sans soubresauts, comme quand ils ont planifié et mis en œuvre la destitution de Jamil Mahauad et Gonzalo Sánchez de Lozada, qu'ils ont accueilli aux États-Unis, alors que leur place était devant les tribunaux de leurs pays respectifs.

Rappelons que l'*Expreso de Guayaquil* [1] révélait que l'Équateur disposait à la frontière nord de 24 000 hommes des forces de sécurité du pays, assurant une présence 24 heures sur 24. Le même journal a publié en première page, le vendredi 13 février 2004, qu'en 2003, durant la première année de gouvernement de Gutiérrez, le pays a obtenu 645 millions de dollars supplémentaires au titre de douze nouvelles lignes de crédits, qui viennent grossir la dette extérieure équatorienne déjà impayable, quantité qui a été utilisée pour moitié à l'achat d'équipements militaires, l'autre moitié étant consacrée au rachat de bons de cette même dette extérieure, contribuant ainsi à augmenter à plusieurs reprises la valeur des bons Brady !

D'après les exigences du FMI, l'Équateur doit se réformer, notamment par le licenciement de milliers de fonctionnaires, afin d'accélérer le remboursement de la dette extérieure grâce au montant des salaires ainsi économisés. Toujours selon l'*Expreso de Guayaquil* [2], au cours de l'actuel mandat, le nombre de policiers a augmenté de 10 899 hommes et « *d'un nombre égal de militaires* ». Pourquoi davantage de militaires après la signature du Traité Mahuad-Fujimori, quand il est permis de supposer que celui-ci a apporté la paix ? Ce n'est que pour prendre part au Plan Colombie en fonction des intérêts des compagnies pétrolières états-uniennes, et plus particulièrement de la Petroleum Occidental Company, qui lorgne sur le pétrole au sud de la Colombie, dans les départements amazoniens limitrophes avec notre pays. Et comment les États-Unis « contribuent-ils » ? En faisant don de 17 000 uniformes usés [3] !

C'est un tel inconditionnel du Plan Colombie, que le président Gutiérrez a livré le 3 janvier 2004, au régime paramilitaire d'Álvaro Uribe, l'insurgé colombien

Simón Trinidad, qui ne faisait l'objet d'aucune accusation dans le pays (et qui a demandé asile en Équateur). Il a autorisé l'intervention de militaires étrangers sur le sol équatorien, notamment de nationalité US et colombienne, comme cela a été publiquement admis. En outre, ces derniers jours il vient de livrer aux Forces Armées de Colombie sept ressortissants de ce pays, accusés d'être subversifs, et qui ont été capturés alors qu'ils étaient soignés dans un domicile particulier de Quito, toujours sans aucune accusation, ni requête formelle de la part des pays en question.

C'est-à-dire que, dans l'hypothèse ou ces informations officielles s'avèreraient vraies (publiées avec grand bruit dans les médias), et il semble que rien ne nous permette de douter de ces dernières ; on remet entre les mains de leurs ennemis mortels des personnes qu'ils pourraient exécuter.

Cette conduite constitue une violation flagrante du droit international. Le chancelier Zuquilanda, sans aucun doute, apparaît pour le moins comme étant un subalterne de l'US Army, ou le laquais le plus obéissant d'Uribe, plutôt que le ministre des Relations extérieures d'un pays souverain.

Zuquilanda a déjà justifié, avec le plus grand cynisme, l'attaque de 16 navires de pêche battant pavillon équatorien (tous coulés), dans les eaux territoriales et internationales, par des navires garde-côtes US basés dans le port de Manta [4].

II

Rappelons d'autre part que la présence des argentiers dans les allées du pouvoir est une réalité indéniable, si bien qu'ils ne le nient même plus, voire s'en vantent. Aussi il est peu probable qu'ils soient favorables au remplacement du meilleur payeur de bons de la dette extérieure que l'Équateur n'aie jamais connu, et plus encore quand l'argent abonde en raison des cours élevés du pétrole.

N'a-t-on pas dénoncé à de nombreuses reprises que de grands banquiers, ex-hauts fonctionnaires et négociateurs de notre dette, sont détenteurs d'une juteuse part de ces titres et autres documents ? Personne n'ignore que deux banques, une de « la montagne » et un autre de « la côte », sont les intermédiaires de ces encaissements à hauteur de 85 % de leur total, et tout porte à penser qu'elles en tirent des bénéfices. Comment les partis peuvent-ils être libres de toute ingérence des groupes financiers si ceux-ci patronnent, promeuvent, financent, informent, dirigent et orientent en fonction de leurs intérêts, en ouvrant l'accès à leurs chaînes de télévision, qui sont à la fois leur propriété et leur investissement dans la politique ?

Seul le souci de contrôle direct de la Cour suprême différencie les deux fractions oligarchiques. Pour pratiquement tout le reste, leurs intérêts convergent, et c'est pourquoi ils font la sourde oreille et sont silencieux sur ces aspects.

Les gouvernements précédents se sont-ils déjà opposés aux politiques du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale ? Aucun ! Quand ils cessent de gouverner, ils disent qu'ils étaient contre, mais tous, sans exception, ont accepté, à genoux, les recommandations du FMI et de la Banque Mondiale.

III

La majorité des partis politiques sont d'accord pour « *se mettre la corde au cou* » avec le Traité de libre commerce (TLC), concocté par les USA. Mais trouvent préférable de ne pas se mouiller et de laisser faire Gutiérrez !

Ainsi ils pourront dire, comme ils ont toujours prétexté, qu'ils étaient contre mais qu'un « *président inepte* » l'a signé et qu'il ne leur reste plus qu'à « *respecter les engagements pris par le pays (...) au nom de la crédibilité de la République* ».

À l'occasion de la ratification par le Congrès national, il est fort probable que les « partis de banques » s'abstiennent afin de sauver les apparences, tout en s'assurant que leur abstention ne fera pas obstacle à son adoption.

Lucio Gutiérrez

Dans peu de temps, nous pourrons évaluer les conséquences de la soumission de ces quelques partis politiques « *antagonistes* », à propos de la demande d'impunité absolue des soldats US, même s'ils commettent des génocides ou autres crimes de lèse-humanité dans le pays.

De cette manière ils ne trouvent rien à redire à ces demandes canalisées à travers l'ambassade, tout en se déclarant « *adversaires* » de Lucio et de sa politique, pour apparaître ensuite comme l'alternative en sollicitant à nouveau les citoyens désinformés afin qu'il votent en faveur des « *associés* » de cet homme de paille !

Quel que soit le gagnant, les groupes financiers et les intérêts de l'ambassade seront sauvegardés !

Ces procédés n'ont rien de nouveau. Avant le remaniement de la Cour suprême, le dirigeant du PSC, Leon Febres Cordero, s'exclamait en octobre 2004, (en accord avec les demandes d'Otto Reich), et en pleine campagne des municipales : « *Nous devons supporter encore deux ans cet imbécile, jusqu'à la fin de son mandat* ».

Et le porte-parole favori des médias, pour Pachakutik, Augusto Barrera,

désormais Conseiller municipal de Quito, déclarait : « *Que Gutiérrez s'en aille ou non, c'est un sujet secondaire* » [5].

Nous voilà prévenus.

La politique du citron pressé

Doit on penser qu'avec un tel degré de connivence, Lucio Gutiérrez ira au bout de son mandat ? Cela dépend. Chaque président se voit assigner des tâches à accomplir, surtout pour l'Empire. Avant d'évincer Jamil Mahauad de la présidence, ils l'ont d'abord pressé comme un citron, ils lui ont assigné 5 tâches à accomplir. Après l'avoir utilisé à satiété, ils l'ont destitué. Voici le travail effectué par Mahuad :

1. Signer le traité de paix avec le Pérou (avec pour conséquence pour notre pays, une perte de 180 000 km2 découlant du Protocole de Rio de Janeiro, sans aucune valeur car imposé par une occupation militaire, le 29 janvier 1942), pour que les troupes équatoriennes basées au Sud et à l'Est, à la frontière péruvienne, puissent se déplacer à la frontière Nord pour contribuer au Plan Colombie, qui n'a pour seul but que de nettoyer les départements frontaliers du Putumayo et de Caquetá, les forces de sécurité des deux pays (Équateur et la Colombie), agissant en collaboration, sous la coordination du Commandement Sud des USA basé à Miami, afin que OXY, l'Occidental Petroleum Company, puisse exploiter les gigantesques réserves de brut communes à celles existantes dans les provinces pétrolifères et frontalières de l'Équateur : Sucumbíos, Napo et Orellana. Dans ces départements colombiens les groupes armés les ont jusqu'à présent empêché d'exploiter les hydrocarbures. Pour les déloger, en usant du prétexte de détruire des cultures illégales, ils leur ont largué quotidiennement une substance toxique, appelée « glifosate amélioré » [6] et ce pendant des années, à l'aide de 22 avions avec équipage états-unien. Et malgré tous ces efforts, en armes et en argent investi, ces insurgés ont fait obstacle à l'exploitation du pétrole appartenant au peuple d'Antonio Nariño par la transnationale en question .

2. La livraison inespérée de la vallée du Cenepa, un des centres aurifères les plus importants du monde, en sus des territoires évoqués précédemment et sur la base de l'Accord Mahauad-Fujimori du 26 octobre 1998. Une partie de ces réserves a été immédiatement livrée aux multinationales par Fujimori.

Conformément aux comptes rendus de séance du Congrès national du jeudi 15 octobre 1998, les partis qui ont donné leur feu vert à ces deux points ont été : Partido Social Cristiano, PSC ; Democracia Popular, DP-UDC ; Izquierda Democrática, ID ; Pachakútik ; Conservador, CFP ; FRA et PS-FA.. Seuls le MPD et une partie du PRE ont voté contre, personne d'autre [7].

3. La concession coloniale de la Base de Manta [8] : l'Équateur ouvre tous les ports du pays aux bateaux US. ; à savoir Esmeraldas, Manta, Guayaquil, Puerto Bolivar, Puerto Baquerizo Moreno aux Galapagos et Nuevo Rocafuerte en Amazonie. Aussi l'Équateur renonce à toute poursuites pour les dommages matériels, blessés, mutilés ou morts [9].

4. La reconnaissance du fait que les entreprises pétrolières US ont résolu les problèmes environnementaux et de pollution en Amazonie, au Nord du pays, pour les protéger face à de futures demandes d'indemnisation.

5. La dollarisation, en profitant de la précédente faillite du système bancaire pour faire du pays un « laboratoire » des politiques du FMI et de la Banque mondiale. De telles politiques ont usé ce « régime fusible » et permis son remplacement par celui de Gustavo Noboa Bejarano, tout aussi docile, ils ont usé de cette même méthode en Bolivie avec Sánchez de Lozada, qu'ils ont remplacé par Carlos Mesa.

Lucio Gutiérrez serait donc dans la file d'attente. Sa prochaine mission est de faire approuver la scandaleuse *Loi Organique de Rationalisation Économique de l'État* pour faciliter le pillage des ressources naturelles et puiser dans les réserves de l'Institut équatorien de Sécurité sociale, IESS, pour rembourser la dette.

Pourquoi la société civile est-elle financée par les USA ?

On pourrait supposer que les USA sont contre Gutiérrez étant donné que beaucoup d'organismes s'autoproclamant « de la Société civile », et financés de manière directe ou indirecte par leur gouvernement et leurs cercles financiers, ont reçu 38.9 millions de dollars « *pour la défense de la démocratie* », les bénéficiaires sont Participación ciudadana (avec 2.4 millions de dollars), Ruptura de los 25, La Fondation Esquel et bien d'autres [10].

Il n'en est rien. Ce financement a pour but le contrôle idéologique de la population, avec la collaboration des plus importants médias et programmes d'opinion, et cela permet de dire à Gutiérrez : « *Tu vois, tu es entre nos mains, si tu n'obéis pas rapidement et correctement, nous pouvons te renverser quand nous voulons* ». Le régime se sent surveillé et affaibli, car il est sur le fil du rasoir et alarmé par le réseau de modelage de l'opinion, lui-même constitué par les chaînes télévision et journaux transformés en caisses de résonance de ces organismes financés à coups de millions de dollars par les États-Unis. Dans l'optique de rester au pouvoir, et pour satisfaire son maître et principal soutien, il fera tout ce qu'ils dictent à travers l'ambassade qui se cache derrière ces secteurs opposés en apparence. On ne peut non plus écarter l'idée que, dans l'hypothèse où leurs intérêts seraient mollement ou improprement défendus, l'ambassade, après les avoir réprimandés, pourrait les réunir et les obliger à se concerter pour se répartir l'influence au sein de la nouvelle cour.

Ils souhaitent approfondir le processus colonial sans soubresauts.

Une fois de plus il est démontré que les États-Unis jouent sur les deux tableaux. Il placent leurs pions à leur guise. Ils savent, y compris au cas ou le pouvoir changerait de mains, que les successeurs seront des éléments de confiance sur le plan politique et financier.

Pourquoi la Cour suprême est-elle un enjeu ?

Alors pourquoi bataillent-ils tant pour contrôler la Cour suprême ? Parce que la Cour suprême, comme les autres institutions de l'État, peut s'avérer être une véritable mine d'or pour qui la contrôle.

Où proclame-t-on l'innocence de banquiers corrompus ou la culpabilité de citoyens innocents ? Où tranche-t-on la question des banquiers corrompus qui ont soutiré des millions de dollars, et s'ils méritent « d'être payés » en retour, qui décide que les organismes bancaires en cause leurs soient restitués ? Où gère-t-on les réclamations fiscales et les nombreuses procédures des entreprises pétrolières, multinationales et grandes entreprises du pays ? Où absout-on les litiges de toutes sortes de grands commerçants, industriels, propriétaires fonciers, héritages, transactions, et même de la légalité du pillage issu des privatisations ? Où doivent être jugés les présidents, ministres, maires, préfets, conseillers municipaux, conseillers fonctionnaires de toutes sorte ? À la cour !

Cela explique que tous les gouvernements, et celui-ci ne fait pas exception, cherchent frénétiquement à en prendre le contrôle, non seulement pour garantir des innocences, méritées ou non, mais parce que cette nouvelle « *industrie sans cheminée* » permet de monopoliser d'immenses richesses et d'augmenter des fortunes déjà nombreuses au dépens de l'État. Dorénavant, ce qui les divise, c'est de déterminer qui tirera les ficelles.

Diego Mince Jara (agence Altercom)
Docteur en Droit de l'université de Cuenca, ancien parlementaire, auteur de nombreux ouvrages sur la dette externe, le Plan Colombie et la faillite du système bancaire équatorien.

---

[1] *Expreso de Guayaquil*, mardi 27 avril 2004, page 2-a.

[2] *Expreso de Guayaquil*, samedi 28 août 2004, page 1.

[3] *Expreso de Guayaquil*, vendredi 26 mars le 2004.

[4] *La Hora*, lundi 28 juin 2004, page 1.

[5] *Expreso*, lundi 10 mai 2004.

[6] La formule utilisée est Ultra Roundup, cette dernière contient (glifosate+POEA) + Cosmo FLUX 411F, dont la toxicité est démontrée.

[7] Voir les comptes rendus de séance et les informations divulguées par le journal *Hoy* du vendredi 16 octobre 1998, page 3A, et samedi 17 octobre 1998, page 6A

[8] Accord, publié au Journal officiel n° 340, du jeudi 16 décembre 1999

[9] Cf. art. XIX de ce même Accord inconstitutionnel

[10] Voir l'*Expreso* du 20, 21 et 22 février 2005.

Ne craignez rien de Paul Wolfowitz

Analyse

Les nominations de l'unilatéraliste John Bolton comme ambassadeur des États-Unis à l'ONU, et du sous-secrétaire à la Défense, Paul Wolfowitz, à la tête de la Banque mondiale ont suscité les réactions les plus contradictoires selon que l'on partage ou non la volonté de George W. Bush de remodeler les organisations intergouvernementales.

Le financier australien Ross Buckley s'alarme dans *The Age*. L'ex-sous-secrétaire à la Défense ne manquera pas d'être aussi brutal là qu'ailleurs. Il provoquera de nouvelles injustices sociales qui produiront de nouveaux terroristes. Les gouvernements Blair et Howard, qui prétendaient réduire les causes du terrorisme, devraient s'inquiéter.

Au contraire, pour l'éditorialiste républicain Jacob Heilbrun, dans le *Los Angeles Times*, le moment est venu de remettre le système à plat et M. Wolfowitz est l'homme de la situation. Il devrait commencer par faire annuler les dettes des pays du tiers-monde. Cependant, pour bien comprendre cette annonce spectaculaire, il faut se souvenir que M. Wolfowitz souhaite lier cette annulation à la « démocratisation » en cours. En d'autres termes, il entend utiliser la dette pour changer des régimes au profit de gouvernements dociles aux exigences états-uniennes. L'ancien sous-secrétaire à la Défense ne changera pas d'objectifs, uniquement de moyens : après l'arme militaire, il maniera l'arme économique pour étendre l'Empire.

Précisément, l'ancien sous-secrétaire d'État démocrate James P. Rubin soutient ce choix dans le *New York Times*. Les deux grands partis états-uniens sont en plein accord quant à l'usage de l'arme économique pour étendre l'Empire.

C'était la principale orientation politique de Bill Clinton, c'est aussi une idée de George W. Bush. La seule différence entre les deux présidents est que le second recourt facilement en plus à l'action militaire.

Alors que l'adoption du Traité constitutionnel européen paraît de plus en plus compromise, à la fois en France et au Royaume-Uni, le Conseil européen examine le suivi de la « stratégie pour l'emploi », formulée il y a cinq ans à Lisbonne. Au vu du bilan décevant de ce programme, la Commission propose non pas de le réviser, mais de le re-dynamiser, selon le vieil adage bureaucratique : si les résultats ne sont pas au rendez-vous, ce n'est pas que l'Europe ne fonctionne pas, mais qu'il n'y a pas assez d'Europe.
Trois personnalités sociales démocrates, le Suédois Göran Persson, le Danois Poul Nyrup Rasmussen et le Portugais José Socrates, proposent dans *Le Monde* de renforcer le dialogue tripartite (gouvernements, syndicats, patronats) pour mettre en œuvre la stratégie de Lisbonne. Pas un mot sur la « directive Bolkestein » qui devait développer la stratégie de Lisbonne en appliquant à l'Union les principes de nivellement social par le bas de l'AGCS.

Quant au Traité européen, l'idée que l'on s'en fait dépend de celle que l'on a de l'Union future.
Le libéral français Syvain Charat explique aux lecteurs du *Washington Times* qu'ils n'ont rien à craindre de la future Europe. La clause de sécession inscrite dans le Traité constitutionnel rend impossible la transformation de l'Union en un Empire, c'est-à-dire en un rival des États-Unis.
Le ministre néerlandais Bernard Bot souligne avec franchise dans *Le Monde* que l'avenir économique des uns et des autres passe par la capacité de chacun à s'approvisionner en énergie. Or, pour se placer sur le marché international, il faut être en mesure de rivaliser avec les deux gros acheteurs que seront les États-Unis et l'Asie. C'est pourquoi la survie des économies européennes dépend de la capacité de l'Union à s'élargir encore jusqu'à atteindre une taille suffisante pour peser sur le marché. Il faudrait pour cela, non seulement intégrer la Turquie, mais arriver à environ 35 membres d'ici 20 à 30 ans.
À l'inverse l'écrivain Henri de Grossouvre souligne dans *Le Figaro* la complémentarité de la Russie et du pôle franco-allemand, aussi bien aux plans économique et technologique que militaire. À y regarder de plus près, le système franco-allemand est plus aisément compatible avec celui de la Russie qu'avec celui des Anglo-Saxons. L'Union européenne, comme projet politique, est morte lors de la crise irakienne, il est possible de repenser cette idée avec d'autres partenaires.
De son côté, le président roumain, Traian Basescu, que l'on présentait jusqu'ici comme un Européen convaincu, annonce dans un entretien au *Tageszeitung* que son pays s'apprête à entrer dans l'Union, mais ne veut pas d'une politique étrangère et de défense commune. Depuis son arrivée au pouvoir, il y a trois mois, il a combattu la corruption et assaini les pratiques commerciales de manière à se conformer aux règles d'une zone de libre-échange. Mais, il n'a pas pour autant retiré ses troupes d'Irak et maintient une alliance privilégiée avec Londres et Washington. La Roumanie a tout intérêt à jouer sur les deux tableaux.

Enfin, Salim Sadak, l'inspirateur du nouveau parti kurde de Turquie, le Mouvement pour une société démocratique, affiche ses objectifs dans un entretien à *Die Welt*. Il s'agit d'utiliser toutes les possibilités démocratiques pour permettre une expression kurde quid débouche sur la création d'un État kurde. Ce Mouvement se situe dans le prolongement du PKK, dont il partage les buts. Mais la méthode change : le terrorisme a été abandonné depuis

longtemps, désormais il convient d'utiliser la voie légale.

Réseau Voltaire

Ross Buckley

Ancien avocat d'affaire aux États-Unis et ancien conseiller au ministère des Finances indonésien, Ross Buckley est directeur du Tim Fischer Centre for Global Trade & Finance de la Bond University, en Australie.

« Diriger la Banque mondiale »

Source : The Age
Référence : « Leading the World Bank », par Ross Buckley, *The Age*, 21 mars 2005

George W. Bush a nominé Paul Wolfowitz pour être le prochain président de la Banque mondiale. Ce dernier a été l'un des architectes de la guerre en Irak et de la politique de l'administration Bush dans le monde musulman. C'est un homme qui croit à la promotion de la liberté par la guerre.

Par tradition, les Américains dirigent la Banque mondiale tandis que les Européens dirigent le FMI. Cette tradition est indéfendable. La Banque et le Fonds doivent être dirigés par les personnes les plus capables, pas par les enfants chéris de quelques nations. Le président actuel de la Banque est James Wolfensohn, un Australien qui a pris la nationalité états-unienne pour pouvoir prétendre à ce poste. Il a été un président actif, participant à la déconcentration de l'organisation. Le meilleur candidat pour lui succéder serait l'ancien président mexicain, Ernesto Zedillo.

Cette nomination est une question cruciale pour les 1,2 milliards d'individus qui vivent avec moins d'un dollar par jour. Pour eux, l'efficacité ou non de cette Banque peut être, littéralement, une question de vie ou de mort. En tant que conservateur dur, Wolfowitz va sans doute renouer avec la politique des ajustements structurels qui a fait tant de morts par le passé. Cela devrait également préoccuper John Howard et Tony Blair ainsi que tous ceux qui reconnaissent que la pauvreté et l'injustice sociale alimentent les haines et le terrorisme. George W. Bush veut faire des organisations multinationales des outils de sa politique, mais ce n'est pas ce que nous devons souhaiter. Wolfowitz n'est pas le bon candidat.

Jacob Heilbrunn

Jacob Heilbrunn est journaliste et éditorialiste pour le *Los Angeles Times* et *New Republic*.

« Exactement ce dont la Banque mondiale a besoin »

Source : Los Angeles Times
Référence : « Exactly What the World Bank Needs », par Jacob Heilbrunn, *Los Angeles Times*, 17 mars 2005.

La nomination par George W. Bush de Paul Wolfowitz à la tête de la Banque mondiale rend furieux les opposants à la guerre d'Irak comme on pouvait s'y attendre. Déjà, *New Republic* compare le secrétaire adjoint à la Défense à Robert McNamara, architecte de la guerre du Vietnam qui géra la Banque mondiale de façon catastrophique et entraîna le Tiers-monde dans une spirale de dette. C'est une mauvaise appréciation de la situation. Wolfowitz devrait en effet renverser l'héritage de McNamara.

La Banque mondiale a été créée après la Seconde Guerre mondiale pour développer le capitalisme d'État. Toutefois elle a évolué et est devenue très différente. Dans les années 50, les experts estimèrent que le modèle socialiste était le plus pertinent pour développer les pays du Tiers-monde. Par la suite, la Banque, sous l'impulsion de McNamara, fut prise d'une frénésie de prêts, accordés sans distinction entre démocraties et dictatures, et sans suivi.

La gauche a multiplié les attaques contre cet organisme en le dépeignant comme un instrument du capitalisme. Les néo-conservateurs l'ont eux critiqué en expliquant qu'il ne l'était pas suffisamment. P. T Bauer, qui influença beaucoup le Cato Institute, affirma que le marché, la propriété privé et l'État de droit étaient les vrais facteurs de développement. Il prouva que les pays qui ne recevaient pas d'aides se portaient mieux que ceux qui en avaient reçu.

Récemment, Nicholas Eberstadt de l'American Entreprise Institute a été plus loin en demandant que cette banque soit privatisée.

Wolfowitz va rompre avec l'orthodoxie de cet organisme moribond et lui donner une nouvelle vie. Il est clair, après la nomination de John Bolton à l'ONU, que nous entrons dans une phase de renouvellement des institutions internationales. Wolfowitz devrait commencer par convaincre l'abandon des dettes. Toutefois, sa première épreuve sera d'être acceptée par le vieux monde.

James P. Rubin

James P. Rubin était sous-secrétaire d'Etat, auprès de Madeleine Albright, dans l'administration Clinton. Il a été conseiller de John Kerry pendant la campagne présidentielle états-unienne de 2004.

« Accorder le bon prêt »

Source : International Herald Tribune
, New York Times
Référence : « Lending the Good Loan », par James P. Rubin, *New York Times*, 22 mars 2005.
« Wolfowitz's idealism may serve us well », *International Herald Tribune*, 23 mars 2005.

Depuis que George W. Bush a annoncé la candidature de Paul Wolfowitz à la tête de la Banque mondiale, certains démocrates et Européens ont fait part de leur inquiétude. Cette nomination, intervenant après celle de John Bolton à l'ONU, fait craindre que M. Bush ne souhaite remplir les organisations internationales d'idéologues s'opposant à l'idée même de coopération internationale. Toutefois, il y a une grande différence entre John Bolton et Paul Wolfowitz : le premier s'oppose à l'ONU, le second soutient l'idée selon laquelle les pays avancés doivent utiliser leurs ressources pour promouvoir la démocratie et la prospérité. Le cœur de la mission des néo-conservateurs est l'emploi des ressources états-uniennes en faveur de la démocratie. Il est donc la personne adéquate pour le poste.

Son efficacité se mesurera à la volonté des États-Unis et des autres États à donner des ressources pour des programmes non-militaires. C'est une bonne nouvelle qu'un homme à ce poste ait l'oreille du président Bush. Ses opposants rappellent qu'il est responsables de nombreux échecs en Irak et c'est vrai qu'il a été négligent sur les conséquences de la guerre et qu'il a sous-estimé l'opposition des Irakiens, mais il s'agit d'un problème dans les moyens mis en œuvre pas d'objectifs, ceux ci sont louables. À la tête de la Banque mondiale, il mènera une politique que Bill Clinton ou John F. Kennedy auraient approuvée. En outre, quand il, était diplomate en Indonésie, il s'est montré talentueux pour parvenir à des consensus.

M. Wolfowitz n'est peut-être pas multilatéraliste sur le plan militaire, mais il l'est sur les programmes de reconstruction et d'aide au développement. Les démocrates doivent donc le soutenir et garder en mémoire que la promotion de la démocratie est une mission bipartisane.

Göran Persson, Poul Nyrup Rasmussen, José Socratès

« Cinq pistes pour une prospérité européenne durable »

Göran Persson est le Premier ministre social-démocrate de Suède.

Ancien Premier ministre du Danemark, Poul Nyrup Rasmussen est président du Parti socialiste européen et du Forum progressiste mondial.

José Socratès est Premier ministre socialiste portugais.

Source : Le Monde
Référence : « Cinq pistes pour une prospérité européenne durable », par Göran Persson, Poul Nyrup Rasmussen et José Socratès, *Le Monde*, 22 mars 2005.

L'Europe se trouve de nouveau à un croisement. Après avoir réussi l'intégration politique de dix nouveaux États, nous devons faire de cette Europe élargie un succès. La ratification du Traité constitutionnel sera, en soi, un véritable tour de force. Mais peut-être que notre premier défi concret sera, ce printemps, la révision de notre stratégie pour faire de l'Europe un continent avec plus d'emplois et de meilleure qualité, un espace de bien-être social et de durabilité environnementale.

Le modèle social européen est admiré dans le monde, mais nous sommes convaincus qu'une bonne part de son potentiel reste inexploité. En effet, la croissance stagne et la part des personnes actives dans la population en âge de travailler reste bien en deçà de nos objectifs. Le chômage est trop élevé et nous sommes confrontés à un problème démographique qui risque de mettre en péril nos systèmes de sécurité sociale. L'agenda de Lisbonne jette les bases d'une stratégie pour un développement de l'Europe. Établi en 2000, il visait à dénoncer le sophisme selon lequel la compétitivité économique était incompatible avec de hauts niveaux de protection sociale et de durabilité environnementale. Les modèles adoptés par les pays scandinaves le montrent. Des progrès ont été faits dans la poursuite des objectifs de la stratégie de Lisbonne. Mais il reste encore un long chemin à parcourir.

Au Conseil européen du 23 mars 2005, nous nous apprêtons à entreprendre une révision à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne. Il nous faut reconnaître qu'une stratégie globale de développement peut être également ciblée. L'achèvement du marché intérieur et l'amélioration des mécanismes européens de compétitivité commerciale s'inscrivent dans un cadre plus large. Il est essentiel que la stratégie de Lisbonne se transforme en un pacte avec les travailleurs, les citoyens et les entreprises d'Europe et nous proposons que la stratégie de Lisbonne soit transformée en un plan quinquennal d'action. Il s'agit :

- De maintenir l'approche tridimensionnelle associant progrès économiques, sociaux et environnementaux.
- De se donner l'objectif de réduire de moitié le chômage d'ici à 2010.
- De garantir les ressources financières nécessaires afin de mettre en œuvre l'agenda de Lisbonne, tant au niveau du budget communautaire que des budgets nationaux.
- D'axer Lisbonne sur un nombre réduit d'objectifs clés pour chacune des trois dimensions.
- De renforcer la transparence et la responsabilité politique afin de réussir la mise en œuvre dans tous les pays de l'Union européenne, avec les plans d'actions nationaux élaborés en coopération avec les Parlements nationaux,

d'un développement social et économique fort et durable.

Sylvain Charat

Sylvain Charat est directeur des études politiques du *think tank* Eurolibnetwork et directeur de cabinet d'Alain Madelin.

« Renforcer l'Union européenne »

Source : Washington Times
Référence : « Strengthening the EU », par Sylvain Charat, *Washington Times*, 21 mars 2005.

Dans son article I-60, le traité constitutionnel fait du droit au retrait de l'Union européenne un droit constitutionnel pour tous les États membres. Ce départ doit être négocié avec l'Union qui devra fixer les modalités de la nouvelle relation entre l'Union européenne et l'État sécessionniste. L'UE garantit également le droit constitutionnel à revenir dans l'Union. Cela passerait par les mêmes procédures que pour tout autre État candidat. À cause de leur passé, les Américains devraient être plus sensibles que les autres peuples à ce droit et à ces conséquences.
Le geste est unique dans l'Histoire et rend la constitution européenne incroyablement flexible. C'est une procédure de divorce pour État. Paradoxalement, le droit de sécession pourrait renforcer l'Union. La construction européenne s'est faite dans le souci de fournir un cadre flexible préservant la paix. Il est sage de rendre possible pour un pays de quitter l'Union sans passer par une crise mortelle ou une guerre civile.
Ce droit à la sécession est également une limitation des pouvoirs. Il empêche la création d'un super-État européen, le cauchemar des eurosceptiques et la crainte constante des partisans du libre-échange. Bruxelles ne pourra pas imposer ses décisions aux États membres. En outre, cela permettra un vrai équilibre des pouvoirs protégeant les minorités des abus de la majorité.

Bernard Bot

Bernard Bot est ministre néerlandais des Affaires étrangères.

« La politique énergétique, clé de la construction européenne »

Source : Le Monde
Référence : « La politique énergétique, clé de la construction européenne », par Bernard Bot, *Le Monde*, 22 mars 2005.

La mondialisation, la victoire de l'information, de la communication et de la technologie sur les frontières, le temps et la distance, génèrent des opportunités et des risques. L'Europe saura-t-elle en profiter et s'adapter ?
Dans le scénario optimiste, l'Union européenne devient un géant économique qui fait profiter les autres de ses ressources et utilise ses moyens économiques,

diplomatiques et militaires dans le respect de l'ordre juridique international. Dans le scénario pessimiste, l'Europe sombre dans la suffisance et laisse s'échapper les opportunités. La marge de manœuvre de l'Union sera alors réduite à une peau de chagrin. La part de l'Asie ne cesse d'augmenter dans le PIB mondial et, exprimée en dollars, l'économie chinoise aura bientôt dépassé les trois économies les plus puissantes d'Europe. Si elle ne veut pas être totalement dépassée, l'Europe doit se réveiller car, sans cela, combiné à la passivité européenne, le caractère industrieux des Asiatiques privera pour toujours l'Union de ses emplois et de son expertise.

Si la richesse croissante de l'Asie profite à l'Europe et au reste du monde, l'augmentation effrénée de la demande mondiale d'énergie (qui devrait avoisiner les 60 % en 2030) ne cesse d'inquiéter. Il importe d'éviter un conflit pour la maîtrise des ressources naturelles. L'Europe serait donc bien avisée de s'en tenir à l'approche fair-play, à condition de s'appuyer sur sa puissance économique, le consensus politique et la crédibilité militaire. L'Union européenne doit intrinsèquement avoir un poids démographique, économique, politique et militaire suffisant pour compter sur la scène internationale. C'est la raison pour laquelle j'espère qu'elle englobera quelque 35 États d'ici 20 à 30 ans et que la Turquie en fera partie. L'Europe doit rester une puissance économique en étendant et en perfectionnant le marché intérieur, en réformant la Politique agricole commune et en gérant efficacement le problème du vieillissement de sa population. Si elle veut figurer au rang des *have* et non des *have not*, nous devons aussi investir généreusement dans la connaissance et la haute technologie. Nous devons profiter de l'examen à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne, les 22 et 23 mars 2005, pour réitérer notre volonté de rendre l'Europe plus compétitive.

L'Union doit élaborer de toute urgence une stratégie énergétique cohérente. Face à une Asie toujours plus avide de pétrole et de gaz naturel, alors que diminuent les sources d'approvisionnement et les réserves européennes, l'UE voit sa dépendance énergétique grandir. À cela s'ajoutent les problèmes environnementaux. Cela signifie développer l'énergie solaire et éolienne tout en préservant la possibilité de recourir à une énergie propre : l'énergie nucléaire. La vertigineuse montée en puissance de l'Asie doit sonner le réveil de l'Europe.

Henri de Grossouvre

Fils de François de Grossouvre, Henri de Grossouvre est écrivain et président de l'association Paris-Berlin-Moscou.

« Madrid-Paris-Berlin-Moscou : l'Europe de la paix »

Source : Le Figaro
Référence : « Madrid-Paris-Berlin-Moscou : l'Europe de la paix », par Henri de Grossouvre, *Le Figaro*, 21 mars 2005.

Les 18 et 19 mars Jacques Chirac a reçu à Paris Gerhard Schröder, Vladimir Poutine et José Luis R. Zapatero. Cette rencontre organisée par l'Élysée élargit à l'Espagne les rencontres des chefs d'État de la France, de l'Allemagne et de la Russie ayant lieu depuis les positions communes prises lors de la crise irakienne. L'Europe vit actuellement une époque cruciale : soit elle existe

politiquement et arrive à assurer son indépendance stratégique, soit son poids politique naissant sera dilué au sein d'une Union à 25, elle se réduirait alors à une vaste zone de libre-échange. Or, je pense que l'Europe stratégique ne peut naître sans y associer la Russie.

Pour construire l'Europe de la sécurité, pour contrôler notre approvisionnement énergétique, pour notre autonomie aéronautique et spatiale, pour développer nos infrastructures de transport continentales, l'Union a besoin de la Russie, comme la Russie a besoin de nous. Avec les Russes, nous pouvons construire les meilleurs avions de cinquième génération du monde et assurer notre autonomie en matière de satellites d'observation et de navigation. L'Espagne, la France, et l'Allemagne sont à même d'influencer de manière décisive la politique russe de l'Union alors que le dialogue stratégique entre l'Union européenne et la Russie n'a de stratégique que le nom. Le projet de Traité constitutionnel, s'il est adopté, n'est pas à même d'assurer l'indépendance stratégique européenne car il impose une compatibilité de la politique de défense de l'Europe avec celle arrêtée dans le cadre de l'OTAN. L'Espagne, la France, l'Allemagne, et la Russie disposent de la masse critique nécessaire pour jouer ce rôle et pour jeter les bases d'une « Europe-puissance » à même de participer sur la scène internationale à l'équilibre de la paix. Au XXIe siècle la contribution de la Russie sera décisive en raison de sa position géostratégique entre le Proche-Orient, l'Asie et le Pacifique.

Poutine est prêt à faire de la coopération stratégique européenne sa priorité, il n'a pas hésité à se joindre aux positions communes franco-allemandes durant la crise irakienne. Encore faut-il que des pays de l'Union prennent position sur les questions stratégiques. Les journaux français occultent totalement le potentiel d'une coopération de l'Europe et de la Russie. Certes, il faut dénoncer les atteintes aux Droits de l'homme en Russie, mais il ne faut pas cacher ce qu'on peut retirer du partenariat. L'Europe continentale a une tradition de protection sociale et un rapport à l'économie différent de celui des pays anglo-saxons. Nous pouvons, forts de cet héritage, favoriser l'émergence d'une globalisation à visage humain, éviter l'écueil du heurt des civilisations.

La ville de Baden-Baden accueille déjà un Forum germano-russe où le président de la Région Alsace, Adrien Zeller est intervenu pour la première fois le 10 mars, de concert avec les organisateurs allemands et russes. Ce forum devrait être l'année prochaine pleinement tripartite.

Traian Basescu

Ancien député roumain, ministre des Transports (1996-2000) et maire de Bucarest, Traian Basescu est président de la

« Nous ne sommes pas encore prêts pour l'Union européenne »

Source : Die Tageszeitung

Référence : « Wir sind auf die EU noch nicht vorbereitet », par Traian Basescu, *Die Tageszeitung*, 22 Mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je suis convaincu que la Roumanie va intégrer l'Union européenne avec succès le 1er janvier 2007, nous avons quelques obstacles à franchir, mais nous y arriverons. Nous devons signer le traité d'entrée le 25 avril 2005, à ce moment

Roumanie. Élu en décembre 2004, il a mené campagne à la tête d'un parti de centre droit en utilisant le même orange que Viktor Yushchenko en Ukraine

là, la Roumanie ne satisfera pas encore aux critères de l'Union. En effet, notre pays n'est pas encore une économie de marché fonctionnelle, les citoyens et les entrepreneurs doivent pouvoir réellement faire confiance à l'État. Il ne faut pas juger la Roumanie sur ce qui s'est passé ces dernières années. Depuis notre victoire, il y a trois mois, 40 généraux de la police ont été suspendus et les comptes de 42 000 sociétés ont été bloqués parce qu'elles ne payaient pas leurs impôts. Dans les cas de crimes économiques, comme lors de la privatisation de la raffinerie Rafo, les responsables ont été arrêtés.

Le report de l'entrée de la Croatie dans l'UE dont il est question actuellement ne nous alarme pas, les raisons en sont politiques et nos standards en la matière sont conformes. J'ai été capitaine sur des pétroliers et j'ai toujours su garder le bon cap. Contrairement à Emil Constantinescu, notre ancien président pendant huit ans, qui a échoué dans son combat contre la corruption, je vaincrai. Ce combat contre la corruption est aussi un combat contre les anciennes structures, le gouvernement a la volonté de le mener. Depuis début mars, les archives de la Securitate, l'ancienne police secrète, ont été confiées au CNSAS (Conseil national d'étude des archives de la Securitate), la volonté politique peut venir à bout des structures corrompues qui résistent depuis 15 ans. Cela est valable aussi pour George Copos (vice Premier ministre, Parti humaniste, PUR), zéro tolérance pour la corruption. Si ce que racontent les organisations de la société civile sur lui est vrai, sa place est en prison.

Je parle souvent en politique étrangère de l'axe Washington-Londres-Bucarest, et cela irrite à Paris et Berlin, et je ne suis pas venu à Berlin pour changer mes orientations. Nous avons un réel partenariat stratégique avec ces deux pays et c'est un élément clé de la politique de défense roumaine. Nous ne retirerons nos troupes d'Irak qu'avec l'accord des États-uniens. La Roumanie a besoin d'être liée à l'Europe, mais aussi à l'autre côté de l'Atlantique. Nous avons déjà eu des troupes communes avec l'Union européenne au Kosovo, l'exclusivité en politique étrangère n'est bonne pour personne.

Selim Sadak

« Nous apportons la démocratie en Turquie »

Source : Die Welt

Référence : « Wir bringen der Türkei Demokratie », par Selim Sadak, *Die Welt*, 22 Mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Selim Sadak est ancien député turc du parti de la Démocratie (DEP, dissous en 1994). En 1994, il a été condamné avec trois autres députés à 15 ans de prison pour avoir affiché leur identité politique kurde et pour appartenance présumée à une organisation armée

Cela fait longtemps que les réformes existent sur le papier, il n'y a jamais eu de volonté de les appliquer réellement concernant les Kurdes. L'entrée dans l'Union européenne pourrait être un tremplin. Nous pensons que les conditions préalables à une résolution pacifique, démocratique et juste du problème kurde sont réunies. Avec Leyla Zana, nous voulons former un nouveau parti, que nous ne pourrons pas diriger à cause de notre passé carcéral, le « Mouvement pour une société démocratique ». Certains disent que c'est une idée d'Abdullah Öcalan [1], mais ce n'est pas important. Ce qui importe, c'est que cela soit un parti de masse, dans lequel toutes les composantes de la société se retrouvent.

illégale, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ils ont été libérés le 9 juin 2004 par la Cour d'appel.

Nous espérons y parvenir pour mai ou juin. Notre groupe cible est le même que celui du PKK, mais les objectifs et la formulation sont différents.
Nous avons eu des contacts avec l'Union européenne, mais elle n'est pas honnête sur la question kurde. Elle adopte une position qui empêche toute résolution, ce n'est pas de l'amitié. Pendant les 16 années où le PKK a mené un combat armé, il n'était pas considéré comme terroriste par les pays de l'Union, c'est quand le PKK a déposé les armes et s'est transformé en interlocuteur politique que les Européens ont décidé de l'inclure sur la liste des organisations terroristes. L'Europe doit comprendre que le PKK a beaucoup changé, il soutient aujourd'hui un projet de vie commune, dans une république démocratique sans modification des frontières. C'est un projet qui peut permettre à la Turquie de satisfaire aux exigences démocratiques de l'UE.
Nous voudrions que la Turquie reconnaisse qu'il y a un problème kurde. Pour leur poids démographique et géographique, pour leur contribution à l'édification de la Turquie moderne, les Kurdes doivent être reconnus comme composante de la République. Il est nécessaire de modifier la constitution avant de négocier avec l'UE. Les opérations militaires doivent cesser et les gens expulsés doivent être dédommagés. Les différences culturelles, religieuses et ethniques dans le pays doivent être reconnues et respectées. Tous les prisonniers politiques doivent être amnistiés et les politiciens en exil doivent pouvoir rentrer au pays.
Le leader kurde irakien Massoud Barzani pense qu'un jour il y aura un État kurde. Je pense que la Turquie doit se défaire de cette peur du séparatisme. Nos frères en Irak seront des alliés fidèles de la Turquie et de ses nations, que ce soit en tant qu'État indépendant ou non.

---

[1] chef du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .